



Le régime illégitime nous a rendu un énorme service, assure Olivier Bibou Nissack.

Pour le porte-parole de Maurice Kamto, comment peut-on déclencher une cabale judiciaire pour décrédibiliser quelqu'un qui n'aurait recueilli que 14 % des votes ? « Le régime a mis un coup de projecteur sur le hold-up électoral dont nous avons fait l'objet en refusant le recomptage des voix, et a montré sa nature dictatoriale en déployant tout l'arsenal judiciaire, policier et militaire contre nous », explique-t-il.

Pour un fin analyste de la situation politique du Cameroun, « se faire arrêter faisait partie de la stratégie de M. Kamto, qui fut ministre de Paul Biya, pour se légitimer en tant qu'opposant dans un pays où ceux-ci sont traditionnellement rachetés par le pouvoir. De plus, aller en prison lui a permis d'attirer l'attention internationale sur sa personne et sur le Cameroun. »

D'après cette source, que cite le journal français Le Monde, le raidissement des autorités démontre qu'« à l'image de Paul Biya, son élément central, le régime est à bout de souffle. Dans la lutte pour la succession, qui a commencé il y a fort longtemps, les durs qui semblent aux commandes actuellement se doivent d'éliminer les concurrents externes comme Kamto avant de livrer le moment venu la bataille en interne ».

Déjà plus de deux mois que l'opposant Maurice Kamto et ses alliés sont emprisonnés à

Kondengui, les autorités camerounaises les accusent de faits de droit commun dont « insurrection, rébellion » ou encore « hostilité contre la patrie », mais ces opposants, eux, décrivent un procès politique